



DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE à la 28^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique

Nous, organisations de la société civile africaine composées d'organisations paysannes, organisations d'éleveurs et de pastoralistes, organisations de pêcheurs, organisations de consommateurs, organisations non gouvernementales, de mouvements de droits humains, organisations féminines, de syndicats, organisations de jeunes, des universitaires, des artisans, des peuples autochtones, des pauvres urbains, réunies à Tunis les 21 et 22 mars 2014 dans le cadre de la 28^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique, après avoir discuté la situation du développement agricole de l'Afrique, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des exploitations familiales agricoles, des ressources naturelles (terre, eau, pâturage, forêts, etc.), faisons les constats suivants :

Les participants apprécient :

- 1- la mise en place par la FAO du cadre stratégique de partenariat avec la société civile. Ils apprécient les efforts de la PAFO et son membre l'UMNAGRI pour l'organisation de cette consultation qui a regroupé des participants de 35 pays africains avec une représentativité de 47% de femmes ;
- 2- les efforts déployés par le CSA à travers l'adoption des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts ;
- 3- les efforts soutenus de l'Union Africaine, du NEPAD et des institutions d'intégration régionale pour maintenir et renforcer les processus participatifs et inclusifs dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes ;
- 4- la mise en place effective du fond fiduciaire décidé à la 27^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour financer les activités des États. Les participants les encouragent à poursuivre leurs efforts pour consolider ce fond et prendre en compte le financement des projets des jeunes dans l'agriculture dans le portefeuille des projets éligibles dans ce fond ;

Toutefois, les participants constatent :

- 1- une faiblesse des cadres juridiques et réglementaires en Afrique pour soutenir les projets agricoles au profit des jeunes ;
- 2- une prise en compte insuffisante par les politiques foncières des besoins d'accès et de sécurité foncière des groupes vulnérables comme les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, etc.

- 3- une incohérence dans les politiques, les programmes et les projets à différents niveaux (local, national, régional et continental), créant souvent de grandes insuffisances dans leur mise en œuvre, compromettant la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les actions de réduction de la pauvreté dans les pays ;
- 4- un déficit de communication entre les acteurs de la sécurité alimentaire concernant le processus de décentralisation de la FAO ;

En outre, en cette année 2014, déclarée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 22 décembre 2011 à New York année internationale de l'agriculture familiale, les participants déplorent :

- 1- une faiblesse des investissements publics au profit des exploitations familiales agricoles et cela se manifeste, entre autres, par le bilan mitigé des engagements de Maputo 11 ans après et par la faible mise en œuvre du PDDAA ;
- 2- une insuffisance des mécanismes et outils de financement adaptés aux besoins et aux réalités des exploitations familiales agricoles ;
- 3- une orientation des financements en faveur de l'agriculture industrielle avec l'approche Public/Privé qui n'est pas un instrument approprié pour soutenir les exploitations familiales ;

Pour prendre en compte ces différents constats, qui ont fait l'objet de nos échanges durant deux jours, nous demandons :

- 1- Par rapport à la jeunesse africaine dans l'entrepreneuriat agricole et rural
 - a. Élaborer et adopter des politiques cohérentes qui favorisent l'insertion des jeunes dans l'agriculture au lieu de soutenir des entreprises agricoles industrielles sources de l'accaparement des terres dans les différents pays ;
 - b. Mettre en place dans tous les pays des mécanismes de financement et d'investissement adaptés à l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole ; il s'agit essentiellement de créer dans chaque pays des fonds spéciaux destinés à financer des projets agricoles de jeunes ;
 - c. Mettre en place dans tous les pays des dispositifs et des mécanismes suffisants et de qualité de formation professionnelle adaptés à l'entrepreneuriat agricole et rural des jeunes là où ils n'existent pas et consolider les dispositifs existants.
 - d. Mettre en place un dispositif de dialogue inclusif intégrant les pouvoirs publics; les organisations de jeunes et autres acteurs.
- 2- Par rapport à la situation de l'alimentation et de l'agriculture et la mise en œuvre du PDDAA
 - a. Mettre en place des dispositifs et des mécanismes inclusifs de suivi, évaluation et capitalisation de l'ensemble des engagements pris en termes de politiques, programmes et projets publics ;
 - b. Mieux cibler les besoins d'accompagnement des exploitations familiales agricoles dans le cadre du PDDAA pour assurer leur modernisation de façon pérenne et durable ;

- c. Renforcer la protection des marchés agricoles et agro-alimentaires pour soutenir les processus d'intégration régionale et continentale à travers l'application des textes de libre circulation des personnes et des biens ;
 - d. Promouvoir les systèmes d'assurance et de gestion des risques agricoles ;
- 3- S'agissant du CSA, les participants valorisent les différents rapports thématiques élaborés par le CSA et apprécient le dernier rapport spécial des NU sur le droit à l'alimentation, et :
- a. encouragent les États à s'engager dans les décisions de mise en œuvre des recommandations;
 - b. demandent que le mode opératoire du CSA soit mis en œuvre à tous les niveaux des régions et des pays ;
 - c. exhortent les gouvernements à mettre en œuvre les Directives Volontaires dans leur contexte national en mettant en place des approches inclusives notamment par la création d'espaces de dialogue formel impliquant tous les acteurs avec une attention particulièrement pour les petits producteurs et les jeunes entrepreneurs agricoles, par le renforcement de la mise en œuvre des directives et le suivi évaluation de l'ensemble des actions entreprises ;
 - d. demandent la redevabilité des États par rapport aux investissements agricoles utiles et pertinents prenant en compte la vision des politiques agricoles déjà élaborées ou en cours d'élaboration ;
 - e. condamnent fermement l'accaparement des terres et exigent un moratoire sur la production industrielle d'agro-carburant sur le continent.
- 4- Concernant le processus de décentralisation de la FAO, tout en le soutenant, les participants :
- a. recommandent que le processus soit inclusif, transparent et cohérent ;
 - b. demandent que les orientations et les programmes des bureaux régionaux soient définis à travers un espace de concertation avec toutes les familles d'acteurs ;
 - c. approuvent la proposition de regroupement des bureaux régionaux en deux entités, mais cette option doit être accompagnée par des mesures adéquates notamment le renforcement des bureaux nationaux ;
 - d. estiment que ce renforcement requière une augmentation des ressources humaines et financières, la nomination d'un point focal société civile au sein de tous les bureaux nationaux et un renforcement du pouvoir de décision de ces bureaux concernant certaines activités ;
 - e. demandent aux États de communiquer régulièrement autour du processus de décentralisation de la FAO afin de remédier aux faiblesses à temps.
- 5- Par ailleurs, les participants recommandent vivement :
- a. que les recherches agricoles soient financées par le secteur public en priorité et qu'elles s'inspirent des connaissances des savoirs locaux ;

- b. aux gouvernements et à la FAO de contribuer positivement aux initiatives entreprises par les organisations de la société civile notamment les organisations paysannes dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale prévue pour 2014 ;
 - c. d'accompagner le processus du Forum Africain de la Femme Rurale
- 6- Enfin, s'agissant plus spécifiquement de la pêche, nous considérons qu'une vision et une approche communes de la pêche africaine feraient face à de nombreux défis transfrontaliers et de ressources partagées. A ce titre, les participants :
- a. notent que l'Union Africaine et le NEPAD sont actuellement occupés à mener un examen important de la pêche sur le continent afin de développer un plan stratégique de la pêche africaine, en vue de la prochaine Conférence des Ministres africains de la Pêche et de l'aquaculture ;
 - b. exhortent de faire activement impliquer les organisations des pêcheurs, à travers le continent, dans le processus sus mentionné afin que leurs préoccupations soient intégrées dans ses résultats, et afin de rendre cet examen plus significatif et productif.

La Consultation des Organisations de la Société Civile en Afrique (OSC) :

- soutient pleinement la FAO et sa direction renouvelée mettant l'accent sur l'éradication de la faim en étroite collaboration avec la société civile et d'autres acteurs non étatiques ;
- appui les transformations de la FAO qui ont été portées au cours des deux dernières années, sous la direction du directeur général, M. José Graziano da Silva ;
- se félicite de la possibilité offerte par la FAO pour contribuer effectivement à la Conférence Régionale et participer pleinement dans les activités de la FAO au niveau national, régional et international

Ainsi, les OSC accueillent et encouragent la FAO à poursuivre dans la même voie pendant les années à venir.

Nous, organisations de la société civile, sommes engagés à poursuivre notre structuration pour répondre aux défis de la professionnalisation. En outre, nous sommes prêts à mener des actions de plaidoyer et de veille citoyenne dans le but de faire aboutir nos demandes aux différents acteurs décideurs à différents niveaux.

Fait à Tunis, le 22 Mars 2014

La consultation des Organisations de la Société Civile Africaine dans le cadre de la 28^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l' Afrique.